

Khaled Nezzar, les raisons de la colère

(2^e partie et fin)

Par Mohamed Makhdari

L'arrêt du 25 juillet :

Les conclusions des magistrats de la Cour des plaintes condensées dans l'arrêt du 25 juillet 2012 (objet d'une fuite qui arrange la partie plaignante), visiblement influencées par « l'intime conviction » de la parquetière en charge de l'instruction, désireuse coûte que coûte de continuer les poursuites, confèrent aux affidés d'un parti islamiste radical, qui a voulu imposer par la violence terroriste un califat hors de siècle en Algérie, le statut de belligérants et les présentent comme de simples opposants armés tandis que les actions de maintien de l'ordre des forces de sécurité sont placées dans la rubrique des crimes de l'Etat. En Algérie on déchante. La confiance est ébranlée.

Les magistrats, certainement en toute bonne foi, ont fondé leur décision sur des publications en ligne qui répercutent les thèses des résiduels du FIS, ou celles de livres écrits par des étrangers, mais signés par d'anciens membres de l'ANP, souvent déserteurs. La propagande qui a induit en erreur les juges suisses vient de loin.

L'arrêt du processus électoral en janvier 1992, imputé et reproché à Nezzar, a été ressenti par les membres des organisations islamistes partout dans le monde comme un terrible revers. Le pouvoir algérien de l'époque n'a eu aucune idée de l'impact émotionnel que son acte salvateur a provoqué au sein des organisations islamistes en Suisse, en Allemagne, en Angleterre, pour ne citer que les pays où elles connaissent de remarquables fortunes politiques. Les membres du HCE, et à leur tête Khaled Nezzar, ont été l'objet, dans les discours des frères, des mêmes anathèmes que ceux lancés, en leur temps, aux dirigeants arabes laïques, ennemis de leur confrérie.

Mourad D'hina, ingénieur dans un centre de recherche genevois, pourvoyeur d'armes et de bombes aux GIA algériens, président de l'ONG Rachad, Rachid Mesli, avocat, condamné à trois ans de prison pour complicité avec des terroristes, président de l'ONG «Karama» ainsi que d'autres milieux hostiles, ont balisé le terrain aux avocats autoproclamés des droits de l'Homme en Algérie. Ces associations émanations des islamistes radicaux algériens, bénéficiant des largesses des dictatures médiévales du Moyen-Orient, confortablement installées en Europe grâce à la permissivité des autorités politiques, profitant de la naïveté de milieux religieux, intellectuels ou judiciaires, à l'abri de toute surprise du fait de l'impuissance de services de police paralysés par les règles de l'Etat de droit, ont su tisser avec des ONG occidentales et des institutions spécialisées de l'ONU, par l'entrisme et la propagande, des relations utiles à leur cause.

Le discours des anciens activistes du FIS, des intellectuels bon chic-bon genre, des ingénieurs, des avocats, des médecins qui ne seraient être porteurs d'une idéologie mortifère, a été émouvant. Ils ont plaidé la cause de la démocratie et du choix souverain du peuple foulé aux pieds par «une jungle composée de généraux violents et corrompus dirigés par Khaled Nezzar». Ils ont rencontré une bonne écoute. Lorsque le terrorisme de leurs GIA a commencé à révolser la conscience humaine, leur principal souci a été de blanchir les organisations criminelles des horreurs commises en les imputant à l'armée et aux forces de sécurité algériennes. Les approches des magistrats suisses recoupent, point par point, les assertions de ces associations et consolident les accusations des plaignants et de leurs témoins.

Cette lecture guidée les conduit allégrement, prétextant l'influence supposée du général Nezzar sur ses anciens compagnons à incriminer l'ensemble des hautes autorités militaires de l'Etat algérien de 1992 à 1999. Leur arrêt a accentué la pente naturelle tracée et satinée par les a priori du parquet. La Cour des plaintes, non seulement n'a reconnu aucune immunité au général Nezzar et a autorisé la procédure ouverte contre lui, mais l'étend, de facto, à tous les responsables algériens qui ont mené la résistance au terrorisme islamiste. On est loin du cadre de l'affaire Nezzar et des faits précis qui lui sont reprochés. La procédure, avec l'arrêt en question, a visiblement glissé.

Le pré jugé - écrivons-le en deux mots - d'un général Nezzar, maître et responsable de tout, même après qu'il eut quitté le pouvoir, clamé par les plaignants, accepté sans débats

par le parquet, retenu tel quel par les hauts magistrats de la Cour des plaintes, fait de l'ancien ministre de la Défense un authentique parrain et assimile les institutions algériennes à une mafia.

Le général Nezzar, rencontré incidemment par l'auteur au mois de novembre 2015, lui confie, sans rentrer dans les détails de l'instruction, que plus de quatre années après son interpellation, l'étendue de la période pénale recoupe toujours la mise en prévention initiale et, qu'au début de chaque audience, le MPC rappelle le cadre temporel de son action (1992 à 1999) sans tenir aucunement compte du fait que Nezzar a quitté ses fonctions officielles depuis janvier 1994. Le MPC suisse, qui décide, par cet étonnant passé outre à la logique du temps et de l'espace, que la planète est plate et qu'elle ne tourne pas, ou qu'il y a une vie après la mort, enrichit la justice universelle d'une remarquable jurisprudence. «Et pourtant elle tourne !», s'était exclamé, en son temps, un autre célèbre justiciable confronté lui aussi au tragique entêtement des juges. Mais cette aberration apparente cache autre chose, comme nous le verrons plus loin.

Pour les Algériens, la décennie 1990 est sans doute la période la plus douloureuse de leur longue et tragique histoire, pour conjurer son retour, dans un élan de sagesse retrouvée, faisant taire leurs doutes et leurs ressentiments, ils ont opté, encore souffrants, pour la réconciliation même si, réalistes, ils ont compris qu'il fallait patiemment la construire. Pour certaines parties étrangères, ouvertement à la rescousse de leurs bourreaux, c'est une période pénale qui ne concerne que les grands patriotes qui ont résisté dans le cadre des lois algériennes à la barbarie.

Un procès politique :

Dans le «Tages Anzeiger» du 3 août 2012 Stefan Schürer, commentateur politique, note que l'arrêt qui autorise le MPC à poursuivre la procédure contre le général Nezzar est «un arrêt hautement politique sur une question extrêmement controversée». L'analyse de Schürer recoupe les conclusions du juriste Sam Lyes, enseignant à la Faculté de droit et des sciences politiques à Tizi-Ouzou, selon lequel : «la procédure ouverte (contre le général Nezzar) devant les juridictions suisses concernant le conflit interne qu'a vécu l'Algérie durant des années n'est point un procès contre une personne privée. Il s'agit plutôt d'un procès mettant en cause un Etat étranger pour sa politique de lutte contre le terrorisme, et ce, à travers la poursuite de son ex-ministre de la Défense... membre d'un organe de transition de surcroît».

Le bâtonnier Marc Bonnant, évoquant l'affaire Nezzar dans la presse de son pays, écrit : «Marshall McLuhan a théorisé en 1967 déjà, un fait depuis longtemps constaté : le monde n'est qu'un seul et même Village –un village global-, une seule et même communauté. Les Etats exerçaient les uns sur les autres un droit de regard. De l'intransigeance du regard, ils sont passés aux actes et considèrent légitime l'ingérence. Militaire sous l'égide de l'ONU et humanitaire dans le cadre d'organisations et de conventions internationales.

«Désormais, le droit d'ingérence sera aussi...judiciaire. Notre pays a décidé de s'inscrire dans ce mouvement. Ainsi, à défaut de faire l'Histoire, la Suisse l'écrira. Par ses juges à Bellinzone». Les hautes autorités de la République prenant acte de la volonté de Nezzar qui a décidé d'affronter ses adversaires pour les raisons que nous avons évoquées plus haut, lui donnent les moyens de se défendre et de communiquer. Il va le faire dans un climat apaisé sans faire montre de colère ou de vindicte à l'égard de ses accusateurs, sauf peut-être envers celui qui a essayé de monnayer le retrait de sa plainte, nous dira-t-il sans s'étaler outre mesure sur le reste. A aucun moment il ne leur contestera le droit de demander des comptes pour ce qu'ils disent avoir subi, laissant à la justice le soin de faire la part de chacun. Plus tard, le 2 mai 2013, sortant, ébranlé, d'une confrontation avec un plaignant, il s'étalera sur les responsabilités de ceux qui ont conduit le pays à la tragédie qui a occasionné tant de souffrances. Il en sort renforcé dans sa décision d'aller au bout et au fond des choses et, pour lui, cette clarification, ces vérités seront, d'une certaine manière, une réparation morale à ceux qui ont subi.

L'enfer est pavé de bonnes intentions :

La procédure concernant le général Nezzar dure maintenant depuis plus de quatre ans.

A part le prévenu, les plaignants et les autorités directement concernées, personne ne sait grand-chose de la façon dont l'instruction se déroule et ce qui s'y dit. Le général Nezzar, pour une fois discret, ne communique pas sur ce qui se passe précisément dans les bureaux de la procureure suisse. Les informations parues dans la presse et quelques rares confidences glanées çà et là nous permettent cependant de faire des recoupements qui renseignent sur l'évolution du dossier.

Un journal suisse vient de nous apprendre que la magistrate en charge de l'affaire depuis octobre 2011 a été licenciée. Désaveu pour son alignement invariable sur les thèses des milieux islamistes et son acharnement à vouloir déférer devant le tribunal, en se contentant de sa seule «intime conviction», l'homme qui, le premier, a refusé le diktat des fanatiques et donné le signal de la résistance ? Sa hiérarchie, respectueuse de la législation et des engagements internationaux de la Suisse, lui a donné tout le temps pour étayer le dossier et démontrer la véracité des accusations.

Cette hiérarchie se serait-elle réveillée devant le manque de résultats (le contraire se serait su) et aurait-elle décidé d'intervenir pour regarder de plus près une affaire dont une magistrate, enfermée dans ses certitudes, semble faire une affaire personnelle, démarche qui coûte de l'argent au contribuable suisse et met à rude épreuve la diplomatie de la Confédération? Ou bien a-t-elle subi les conséquences de sa gestion maladroite du dossier Falciani, le voleur de fichiers bancaires, qui a mis dans l'embarras beaucoup de monde en Suisse? Toutes les supputations sont permises. Revenons un peu en arrière, voyons un peu comment cette dame, à l'aise dans sa nouvelle robe universelle, est rentrée à l'envers dans le combat mondial contre le terrorisme salafo-djihadiste.

Partout en Europe, l'heure est à la solidarité avec ceux qui dénoncent les systèmes de fer qui cadénassent la libre expression, à l'aide aux opposants qui luttent contre les régimes violents (Birmanie, Tunisie, Libye, Syrie, Egypte), elle est au soutien aux minorités qui défendent leur croyance ou leur particularisme, (Ouzghours, Aziris, Chrétiens d'Orient, Kurdes) elle est au prêche pour la démocratie pluraliste, elle est à la condamnation de la torture et des mauvais traitements. Une bannière frappée de mots fluorescents résume ce programme: les droits de l'Homme. Elle flotte dans les salles où se tiennent les rencontres, les colloques et les conférences. Elle est présente sur les plateaux de télévision où sont conviés experts, spécialistes et autres connaisseurs du monde arabe ou musulman. Portée par ce vent divin, convaincue qu'elle agit pour le bonheur de ses contemporains, confortablement adossée à la règle de la séparation des pouvoirs, en phase avec l'action d'ONG qui sauront la soutenir le cas échéant en rameutant les médias, la procureure helvétique engage son action contre le général algérien. Au moment où elle le fait, au moment où elle décide de plonger dans le labyrinthe algérien, elle n'a aucune idée précise de ce qui s'est passé en Algérie au cours de la décennie 1990. Elle ne sait rien de l'idéologie des intégristes et de la violence qui l'accompagne. Elle ignore que l'Algérie a été l'objet d'une tentative d'assujettissement à un ordre rétrograde, moyenâgeux, tirant ses justifications d'une exploitation de l'islam aussi aberrante que sanguinaire. Elle ne comprend pas qu'en y résistant et en s'y opposant, l'action de l'armée et de la majorité des citoyens a évité au pays l'installation d'un ordre taliban. Elle ne fait aucun lien entre les GIA algériens et le salafo-djihadisme qui ravage le monde musulman, frappe périodiquement l'Europe et qui a endeuillé, quelques années auparavant, la Suisse à Louxor.

L'Algérie est une terra incognita pour cette magistrate. Trial et les plaignants lui ont dit beaucoup de choses. Elle n'a retenu que «l'essentiel» : au début de la décennie 1990, dans ce pays d'Afrique du Nord, une jungle militaire, avec à sa tête le général Nezzar, après avoir précipité le pays dans la guerre civile, a entrepris, pendant dix ans, par la torture, les disparitions de personnes et le massacre de villageois, de réduire toutes les oppositions.

Qu'importe si les plaignants contre Nezzar

disent la vérité ou profèrent des mensonges. Peu lui importe ce qu'ils ont fait, quelles étaient leurs idées et la façon avec laquelle ils ont voulu les faire triompher. Elle n'est pas là pour faire de la politique mais instruire des faits précis. Nezzar fait partie de la catégorie d'hommes que ses mentors abhorrent le plus : les militaires du tiers monde, les militaires sans lesquels aucun système répressif ne peut fonctionner. Il est forcément coupable. Cela lui suffit. Sa conviction est faite. Elle n'en démordra plus. La route est balisée pour une instruction au long cours. Elle dure encore.

Depuis octobre 2011, la procureure Boillat tourne autour de quatre questions sans pouvoir leur apporter de réponses convaincantes. Et c'est ce qui a rendu difficile la mise en état de son dossier.

Comment cacher au tribunal devant lequel elle espérait pouvoir déférer le général algérien que la prétendue «junte» d'Alger était, à part le général Nezzar, composée de civils, (un célèbre chirurgien, recteur de la mosquée de Paris, un journaliste de renom, un grand avocat et un ancien combattant de la guerre de Libération). Comment reconnaître que le militaire accusé d'avoir perpétré un coup d'Etat «pour préserver des acquis et des privilèges» avait annoncé, par avance, le temps où il resterait au pouvoir et qu'il a tenu parole ? Comment expliquer que, sur les trois ministres qui se sont succédés en Algérie à la tête du ministère de la Défense, au cours de la décennie 1990, la fameuse période pénale, et les quatre chefs d'état-major, seul le général Nezzar est poursuivi ? Ce ne seraient donc pas des faits de torture qui lui sont reprochés (pourquoi ne pas les reprocher également aux autres ?) mais son acte politique du 11 janvier 1992: l'interruption du processus électoral. Comment alors empêcher le tribunal de conclure qu'on lui demande de se prononcer, non sur les actes «criminels» d'un homme, mais sur les décisions politiques d'un Etat ?

L'impasse !...

Toute la démarche de l'ancien ministre de la Défense, pendant ces longues années face à la représentante de la justice helvétique, a été guidée par le souci constant d'expliquer plutôt que de s'expliquer. Puisque le parquet suisse s'octroie le droit de rendre justice aux Algériens «victimes des agissements de la jungle qui a pris le pouvoir en janvier 1992 à l'instigation du général Nezzar» et s'engage dans une lecture pénale de notre histoire récente autant lui fournir des précisions et des éclairages plus conformes à la réalité, a estimé ce dernier. Ses interventions sur l'antenne de la TV, qui a abusé de sa spontanéité et de sa bonne foi, sont-elles un résumé des explications et des éclairages donnés aux magistrats suisses ? Cela étant dit, il sera bon, un jour, pour l'édification de ceux qui veulent mieux connaître ce qui s'est passé dans le pays depuis octobre 1988 et que Nezzar a tenté d'expliquer récemment, avec sincérité et sans l'apprêt prudent qui permet d'éviter la confusion chronologique, le flou des portraits, le heurt des mots violents et les digressions inattendues, il sera bon, dis-je, de revenir un jour sur quelques pans d'Histoire. L'affaire suisse, que nous avons brièvement évoquée, sans entrer dans le détail des actes de l'instruction que nous ne connaissons pas, sera certainement un bon cadre pour récapituler, pour l'Histoire pas pour la polémique, les événements et retrouver les hommes de la décennie 1990. La période HCE, surtout, mérite d'être mieux connue.

Dans une situation sécuritaire difficile, avec des ressources financières quasi inexistantes, «soumise à l'arbitraire d'un embargo international quasi intégral», cible d'un déchaînement médiatique hostile sans précédent, l'Algérie du HCE a su sauvegarder la nature républicaine de l'Etat, préserver la libre expression, initier un dialogue national y compris avec la mouvance islamiste et préparer le retour à un ordre constitutionnel démocratique.

Enfin, et ce n'est pas le moindre de ses mérites, le HCE s'est auto-dissous dès sa mission terminée, prouvant ainsi que les raisons de l'action de chacun de ses membres étaient uniquement le service de l'Algérie.

M. M.